

Déjà, quand cette situation fut mise à jour officiellement, la réforme était amorcée. Le Québec s'était réveillé. Il s'était doté, au niveau provincial, d'un gouvernement fort et clairvoyant: il avait formé, en nombre croissant, les administrateurs, les scientifiques et les techniciens qui lui avaient manqué jusque-là. Il avait renforcé sa représentation au sein du gouvernement fédéral. Le Canada anglophone, à son tour, commençait à comprendre l'injustice de la situation. Des changements s'opéraient. Les francophones retrouvaient progressivement leur place dans la fonction publique canadienne, dans l'activité économique, dans la vie politique. Ils avaient compris le parti qu'ils pouvaient tirer des institutions fédérales, de la très large autonomie dont disposent les provinces canadiennes. Les progrès accomplis depuis 25 ans sont remarquables.

Mais ils venaient trop tard pour nous épargner l'épreuve d'une menace sécessionniste. La résurgence nationaliste, phénomène mondial de l'après-guerre, se manifestait au Canada comme partout ailleurs. Même si la majorité des Canadiens français continuent d'envisager leur avenir collectif au sein du Canada, d'autres, en nombre important, ne le conçoivent plus que fondé sur un État souverain au Québec.

Qu'on m'entende bien. Tous les francophones canadiens, à une infime minorité près, tiennent à leur culture comme à leur âme. Nous sommes tous, si l'on veut, des nationalistes culturels. Et nous l'avons toujours été. Ce qui est nouveau, c'est que nos indépendantistes québécois adhèrent au nationalisme intégral, c'est-à-dire qu'ils croient à la nécessité pour toute nation, grande ou petite, de se constituer en État distinct, indépendant.

Ce qu'il faut comprendre aussi, pour mesurer le danger, c'est que la poussée nationaliste au Québec se combine aux forces centrifuges toujours à l'oeuvre au sein d'une fédération. Comme tous les autres pays, le Canada souffre d'inégalités régionales sérieuses. Entre ses régions les plus riches et ses provinces les moins favorisées, l'écart qui sépare les revenus moyens per capita va parfois du simple au double. De plus, la diversité culturelle, moins nette qu'entre le Québec et le reste du pays, est quand même très marquée au sein du Canada anglophone. Les particularismes ont toujours tendance à s'exaspérer, en période de crise. Le mécontentement est contagieux. Tant et si bien qu'aux revendications québécoises viennent s'ajouter les réclamations régionales de l'ouest canadien, fondées sur le développement prodigieux de ses richesses énergétiques, et les protestations des provinces atlantiques privées au contraire de ce moteur économique et victimes d'une stagnation à laquelle elles ne se résignent pas.

Si l'on ajoute à cela l'incidence, fortement ressentie au Canada, de la crise internationale, le dilemme chômage-inflation auquel nous devons faire face comme tout le monde, le paysage, on le voit, n'est pas très réjouissant.

Désespérant? Non.

Si le constat d'un échec partiel équivalait à un bilan de faillite, quel pays au monde pourrait se dire assuré de son avenir? L'inquiétude est grave, au Canada, mais elle